



Turquie/France: Erdogan est indésirable en France

Le président turc Recep Tayyip Erdogan doit se rendre en France le 5 janvier à l'invitation de son homologue français Emmanuel Macron.

Pour les syndicats français de journalistes et de nombreuses associations de défense des droits de l'Homme, cette visite sonne comme une véritable provocation.

La Turquie en effet est aujourd'hui la plus grande prison au monde de journalistes avec quelques 150 de nos confrères enfermés derrière les barreaux des prisons pour certains depuis plus d'un an.

Depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016, le pouvoir turc n'a eu de cesse d'arrêter et poursuivre en justice les journalistes qui ne se pliaient pas aux diktats du chef de l'Etat.

Nous n'oublions pas les 55.000 enseignants, syndicalistes, chercheurs, juges, etc. arrêtés depuis juillet 2016 tout comme les membres des associations de défense des droits de l'Homme, tout comme les 140.000 salariés limogés en Turquie. Mais aussi la répression féroce au Kurdistan, l'arrestation des députés et édiles kurdes.

Pour toutes ces raisons, la présence d'Erdogan à Paris est totalement injustifiée. A moins que les intérêts économiques – (projet d'achat de matériels militaires) – et politiques – priment sur la question des droits de l'Homme.

Plus que jamais, la France, trop souvent silencieuse comme l'Europe sur la situation en Turquie, doit exiger :

- la libération des journalistes emprisonnés ;
- la réouverture des médias fermés par le pouvoir ;
- le retour au pluralisme ;
- le retour à la liberté d'expression ;
- la réintégration de tous les bannis d'Erdogan.

Nous adressons instamment cette requête au président Emmanuel Macron afin que les droits de l'Homme en général et ceux de nos confrères embastillés ne soient pas sacrifiés sur l'autel de la realpolitik.

Le 03/01/2018